

Cynisme ou développement durable ?

- **Blog Mediapart** : [Le blog de w.bourdon](https://blogs.mediapart.fr/wbourdon/blog/291021/cynisme-ou-developpement-durable?utm_source=20211030&utm_medium=email&utm_campaign=QUOTIDIENNE&utm_content=&utm_term=&xtor=ER-EC-83-[QUOTIDIENNE]-20211030&M_BT=2156037219469) le 29 oct. 2021
[https://blogs.mediapart.fr/wbourdon/blog/291021/cynisme-ou-developpement-durable?utm_source=20211030&utm_medium=email&utm_campaign=QUOTIDIENNE&utm_content=&utm_term=&xtor=ER-EC-83-\[QUOTIDIENNE\]-20211030&M_BT=2156037219469](https://blogs.mediapart.fr/wbourdon/blog/291021/cynisme-ou-developpement-durable?utm_source=20211030&utm_medium=email&utm_campaign=QUOTIDIENNE&utm_content=&utm_term=&xtor=ER-EC-83-[QUOTIDIENNE]-20211030&M_BT=2156037219469)

Au virage entre le XX^{ème} et le XXI^{ème} siècle, les grandes multinationales ont découvert un nouveau Graal : la responsabilité sociale et environnementale. Leur communication s'accompagne de plus en plus de déclarations enflammées sur le respect de la nature et des droits humains. Terrible paradoxe : alors que notre survie collective devrait supposer qu'on renonce aux logiques de déni, jamais ces stratégies n'ont autant fait florès. Par William Bourdon, Avocat au Barreau de Paris.

- On se souvient qu'au virage entre le XX^{ème} Siècle et le XXI^{ème} Siècle, les grandes multinationales ont découvert un nouveau Graal : la responsabilité sociale et environnementale. Leur communication s'accompagne de plus en plus de déclarations enflammées sur le respect de la nature, des nouvelles générations et des droits humains.

Autre Graal, les crises financières successives ont décillé les yeux des Etats sur l'urgence de recouvrer des dizaines de milliards d'euros, soustraits à leurs finances publiques par des dizaines de milliers de citoyens européens, qu'il s'agisse de grands capitaines d'industrie, de sportifs, de célébrités ou de dirigeants de PME.

En France tragiquement, pour cette « communauté d'intérêts » de façon plus caricaturale qu'ailleurs, l'exigence de respecter l'intérêt général semble avoir disparue de leur vocabulaire.

S'agissant des multinationales, elles ne sont pas tombées dans une nouvelle potion magique, elles ont simplement acté du fait que l'universalisation par les consommateurs d'une perception de risques de plus en plus systémiques, leur volonté également d'agir pour éviter que le monde ne se défasse et brûle, les contraignaient à ajuster leur communication.

Rien de bien spontané dans ce mouvement, juste une métamorphose indispensable pour continuer à réaliser des hyper-profits tout en stockant de l'éthique à tout va.

C'est également la pression des ONG, de plus en plus professionnelles, les révélations de grands lanceurs d'alerte qui ont contraint les Ministères des finances européens à agir et, encore aujourd'hui, trop timidement.

On sait que la loi votée en mars 2017 par le Parlement français (en cours d'évaluation) impose des obligations de vigilance aux entreprises. Les parlementaires, pressés par la société civile, ont compris que le minimum était de tenter de prendre les entreprises au pied de la lettre lorsqu'elles affirment à longueur de sites Internet qu'elles sont co-responsables, comme nous, du sort de la planète.

Limiter les risques de greenwashing imposait évidemment un minimum de contraintes qui restent particulièrement « light » au regard de l'habileté, qu'offrent les outils fournis par la mondialisation, avec laquelle les acteurs du marché tout en professant leur amour de la loi, continuent de lui faire des pied-de-nez.

Bien sûr que des grands managers ont compris, mais ils sont minoritaires, que la défense de l'intérêt général impliquait des sacrifices et des concessions dès lors que leur stratégie se tournait vers le long terme.

Un respect sincère par ces grands acteurs du marché de l'intérêt public n'a de sens que si les actionnaires ravalent leur gourmandise et qu'il soit accepté que le capital soit moins récompensé. C'est une des conditions pour arrêter la course folle climatique et mettre en œuvre d'urgence d'une transition écologique durable.

Ainsi, des grands capitaines d'industrie ont compris qu'en étant plus vertueux, on pouvait être plus rentable. Mais ils sont si peu nombreux et restent si nombreux ceux qui continuent, dans une duplicité exaspérante, à nous proposer des sites Internet qui auraient pu être écrits par Stéphane Hessel ou Nicolas Hulot alors que dans notre dos, ils méprisent l'intérêt général, se délient de leurs promesses et de leurs engagements.

En outre, le moins que l'on puisse dire c'est que la financiarisation accélérée de l'économie mondiale, rame exactement en sens inverse.

Or, on vient d'apprendre que TOTAL, championne, sinon pionnière, dans les affirmations sur le développement durable et son souci de veiller au futur de nos enfants, avait pendant des années de façon « industrielle » diffusé la culture du doute s'agissant de la réalité de la gravité du réchauffement climatique.

Bien sûr, elle n'est pas la seule, puisque la BBC vient de révéler que sur la base d'informations fournies par Greenpeace que plus de 30 000 documents avaient été adressés récemment par des Etats et des entreprises aux experts chargés d'évaluer la situation du réchauffement climatique pour essayer de corriger leur conclusion...

Au même moment, d'anciens gérants et banquiers dénoncent la réalité de la promesse des banques et fonds d'investissement de multiplier les produits verts. On espérait naïvement une bonne nouvelle, pour tordre le cou aux lectures parfois les plus complotistes du comportement des acteurs du marché. On aimerait donner tort à la frange la plus soupçonneuse de la société civile, qui considère que la seule logique qui vaille, est celle du soupçon. Rien n'y fait et si, depuis une décennie de quasiment zéro, le secteur de la finance consacre maintenant plus du tiers de ses portefeuilles à la transition climatique et à la bonne gouvernance, simultanément, des grands responsables ont fourni des témoignages accablants pour dénoncer un immense greenwashing.

Bien sûr qu'il y a toujours des exceptions, largement instrumentalisées, et des dirigeants plus visionnaires que d'autres, ceux qui se donnent les moyens de rendre plus prévisibles les risques, car ils ont compris que c'était la condition d'une meilleure rentabilité. Mais c'est aussi parce qu'ils ont compris qu'à long terme de plus en plus de consommateurs détourneront leurs yeux lorsqu'on leur propose d'acquérir certains produits souillés par le sang et des larmes.

Les différents Leaks révélés par les grands consortiums de journalistes ces dernières années ont éreinté à nouveau nos yeux. En effet du fait de l'incroyable aubaine que constituent aujourd'hui les outils d'opacité et d'accueil d'argent sale ou gris à quelques heures de Paris où plus loin sous les tropiques, des grandes banques ou fortunes françaises, continuent jusqu'à aujourd'hui à moquer l'administration fiscale et aux citoyens français.

On a ainsi appris qu'au Luxembourg, après les bourrasques occasionnées par le scandale LuxLeaks qui avait révélé le mécanisme de Tax Rulings (mécanisme ayant permis au Luxembourg de siphonner des dizaines de milliards pendant des années), notre voisin européen a réussi à inventer des mécanismes encore plus habiles et subtils qui lui permettent de rester une place de séduction au sein de l'Europe, sans pareil, de l'argent nomade.

La France est une des premières victimes des informations révélées par ces Leaks et notamment du pillage fiscal pour un montant de 140 milliards d'euros. L'un des derniers scandales, appelé Cumex Files

a coûté à la France au moins 30 milliards d'euros de recettes fiscales. Semble-t-il, quatre banques françaises de premier rang, feraient l'objet d'une enquête, mais qui ne peut nier que tous ces secrets étaient évidemment pour les acteurs eux-mêmes, mais aussi pour les administrations fiscales, dans bien des cas de purs secrets de Polichinelle. Une fois de plus, c'est l'action de la société civile, des ONG et des journalistes qui obligent les administrations apathiques, inactives et frileuses à engager des poursuites.

L'atroce paradoxe est donc sous nos yeux. Alors que jamais notre pays, comme d'autres, ne s'était doté d'un arsenal juridique convainquant, contre la fraude fiscale et la corruption, jamais la mondialisation n'avait continué à proposer des instruments prodigieux d'efficacité pour dissimuler, au-delà des déclarations d'amour pour l'humanité, l'incroyable duplicité de certains des fleurons de notre économie.

Jamais, certaines entreprises quand elles s'engagent sincèrement et donc courageusement en faveur de l'intérêt général, n'ont été autant pénalisées, par celles qui font du développement durable un cynisme durable, en fidélité atavique avec une culture d'impunité. Certes la logique du « pas vu pas pris » commence à s'éroder, mais de façon accélérée des ingénieurs du chiffre et du droit continuent d'être généreusement rémunérés pour trouver des astuces imparables.

Enfin, pour terminer ce tableau, nous ne désespérons pas que l'Union Européenne, comme l'OCDE, prenne à bras-le-corps la responsabilité des intermédiaires financiers. Jamais leur rôle n'a été aussi effrayant, car plus la loi est contraignante, plus il faut qu'ils soient imaginatifs pour répondre à ceux qui ont fait du courttermisme leur seule religion.

Nous ne nous sauverons pas collectivement si ne s'infuse pas à toute vitesse dans les cerveaux, et surtout dans ceux qui sont en responsabilité, que ce soit dans le secteur privé ou public, cette condition noble qui suppose que la défense des intérêts publics se paye de compromis, de sacrifices, pour les actionnaires d'appauvrissement ou en tous les cas qui suppose de limiter le caractère invasif de l'intérêt particulier.

Terminons par un autre terrible paradoxe, qui nous saute aux yeux. Alors que notre survie collective devrait supposer qu'on renonce, plus que jamais, à chercher à être irresponsable et à s'accommoder des logiques de déni, jamais ces stratégies n'ont autant fait florès.

Cette obsession de survie des hyper-profits quoi qu'il en coûte, fait écho à l'obsession de survie des politiques quoi qu'il en coûte.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que nous sommes très loin du compte, alors même que dans la campagne présidentielle saumâtre qui s'est ouverte, ces grands thèmes de l'urgence de l'essentiel et de la responsabilisation des acteurs grands privés et publics, sont peaux de chagrin.

Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.